
Monoculture de palmier à huile dans la municipalité d'Ixcán, au Guatemala : un récit de spoliation et de tromperie

La société Palmas del Ixcán s'est imposée au Guatemala, grâce à ce que les communautés appellent une « spoliation systématique ». Elle a eu recours à différentes tactiques pour s'emparer de terres, ainsi qu'à un processus de certification RSPO trompeur et à l'utilisation de « producteurs indépendants ». Malgré la criminalisation des communautés, leur résistance ne cesse de se renforcer.

Traditionnellement, le palmier à huile n'est pas cultivé au Guatemala. Lorsque les entreprises d'huile de palme sont arrivées dans la municipalité d'Ixcán, dans l'État de Quiché, c'est-à-dire dans ce qu'on appelle les basses terres du Nord, elles n'ont pas expulsé les gens pour planter des palmiers à huile. Au contraire, elles ont procédé de façon beaucoup plus stratégique. Nous appelons ce qu'elles font une **spoliation systématique**.

Traditionnellement, les peuples autochtones du Guatemala gèrent les terres de manière collective. Il n'y a ni patrons ni propriétaires. Depuis les années 1960, il y a eu différents projets de « développement » dans le pays, parmi lesquels le barrage de Xalalá, l'exploration et l'exploitation du pétrole et le palmier à huile. Une autoroute appelée Franja Transversal del Norte a été construite afin de transporter ces produits. La municipalité d'Ixcán, créée en 1985 seulement, a été l'une des municipalités les plus touchées par la guerre civile (1960-1996). Comme elle était située dans une zone entièrement boisée, Ixcán a été l'un des endroits où les mouvements de guérilla ont pris beaucoup d'ampleur. L'intention était de lutter contre toutes les injustices du système politique, et c'est pourquoi beaucoup de nos grands-parents et même de nos parents ont pris les armes. Au plus fort du conflit, plusieurs entreprises ont dû se retirer de la zone sous la pression de la guérilla. Cependant, après les accords de paix de 1996, la stratégie de spoliation systématique des populations a repris.

Parmi les 12 accords de paix, l'accord sur les aspects socio-économiques et la situation agraire a joué un rôle clé. Dans cet accord, une alliance de groupes de guérilla – il y avait quatre groupes qui ont finalement formé une alliance – ainsi que d'autres secteurs, tels que l'Église catholique et des groupes d'observateurs internationaux, ont proposé une juste répartition des terres pour supprimer le système des serviteurs et des patrons. Dans l'Accord, l'État du Guatemala s'est engagé à créer des mécanismes permettant aux populations d'accéder à la terre, tels que le Fonds foncier et le Secrétariat des affaires agraires. Mais à partir de 2001-2002, l'État guatémaltèque a commencé à promouvoir l'octroi de titres fonciers privés par le biais du Fonds foncier. Chaque personne devait ainsi avoir un document garantissant une propriété individuelle et non collective. Cela ne tenait aucun compte de la façon dont les peuples autochtones avaient géré leurs terres. Ce processus a duré six ou sept ans dans certaines communautés. La municipalité d'Ixcán a été l'une des premières régions à mettre en place des titres fonciers privés. Il y a environ 30 communautés dans la région, dont 12 sont concernées par la culture du palmier à huile.

Comme par hasard, trois ans plus tard, le gouvernement d'Álvaro Colom a créé une fiducie afin que d'autres entreprises puissent obtenir de l'argent et offrir des prêts agricoles aux communautés. De

nombreuses communautés sont tombées dans le piège. Elles ont décidé d'accepter, et lorsque les agriculteurs ont reçu leurs titres fonciers individuels, on leur a dit : « Vous êtes désormais propriétaire des terres. Si vous voulez vendre maintenant, vous pouvez le faire. Vous pouvez contracter un emprunt et vous pouvez mettre votre parcelle en gage. » Beaucoup ont choisi d'obtenir des prêts agricoles. Entre 2008 et 2009, 17 entreprises offrant des prêts agricoles sont apparues dans la municipalité d'Ixcán. Elles ont profité du fait que les gens avaient de nombreux besoins à la suite du conflit. Grâce à ce mécanisme, les gens pouvaient mettre en gage leurs titres fonciers afin d'obtenir des prêts. Il se trouve que cette municipalité est située en dessous du niveau de la mer et, presque chaque année, il y a des inondations et des récoltes sont perdues. Naturellement, les gens ne pouvaient pas rembourser leurs prêts. Dans de nombreux cas, il s'est écoulé deux ou trois ans pendant lesquels rien ne leur a été facturé. Quand ils ont commencé à poser des questions sur leurs crédits, on leur a dit : « Ne vous en faites pas, l'entreprise d'huile de palme a déjà payé, et elle a le titre foncier maintenant, c'est elle qui est propriétaire. » Dans d'autres cas, les gens ont offert leurs terres aux « coyotes », des prête-noms de l'entreprise qui se sont présentés en proposant d'acheter les terres, soi-disant pour cultiver du maïs. C'est ainsi que la société Palmas del Ixcán a obtenu beaucoup de terres.

La tactique de l'entreprise est aussi illustrée par le cas de deux personnes qui ont décidé de vendre leurs parcelles à l'entreprise. Comme ils ne savaient ni lire ni écrire et que leur langue était le q'eqchí, la société a demandé deux témoins pour approuver le document de vente. Ils ont ensuite emmené quatre personnes dans la zone 10 de la ville de Guatemala, le quartier le plus chic, et ont établi quatre documents de vente. Ce qui veut dire que les personnes qui étaient censées signer en tant que témoins signaient en fait un document qui cédait leurs terres à la société. L'un des interprètes q'eqchí-espagnol s'en est rendu compte et a porté plainte contre l'entreprise et le notaire qui ont favorisé cette situation.

Une autre tactique utilisée par les entreprises consiste à racheter à la personne qui se trouve, par exemple, au bord de la zone de culture, puis la personne suivante ; et si cette personne ne veut pas vendre, l'entreprise achète à la personne située plus loin. De cette façon, celui qui se trouve au milieu doit traverser les plantations, ce qui l'empêche de travailler en toute liberté ; il se retrouve ainsi obligé de vendre. Ou bien, les entreprises se tournent vers les autorités locales et les amènent à devenir des « coyotes » ou à servir de façade pour les entreprises afin d'obtenir des parcelles. Il existe donc plusieurs stratégies. C'est pourquoi nous appelons ce processus une spoliation systématique.

Impacts, violence et précarité

La pollution et la pénurie d'eau ont généré une plus grande prise de conscience sur les multiples impacts de la monoculture de palmiers. Ce problème a sensibilisé les communautés à d'autres impacts et a forgé la résistance qui existe actuellement dans les communautés. Les inondations étaient fréquentes dans cette région, mais depuis 2018, c'est l'une des régions les plus touchées par les sécheresses et les populations perdent leurs récoltes. Les gens comprennent maintenant que plus la destruction de la diversité est importante, plus l'impact des sécheresses sur les territoires sera important.

Maintenant, dans les basses terres, où il y a encore trop d'eau, l'entreprise creuse des fossés pour évacuer l'eau. Ces fossés transportent des déchets chimiques polluants dans les rivières.

Il n'y a pas d'usine d'extraction d'huile de palme dans la municipalité d'Ixcán. Les noix y sont juste récoltées et transportées jusqu'à la commune de Chisec, de l'autre côté de la rivière, où elles sont broyées pour en extraire l'huile. Tous les déchets issus de ce processus sont directement rejetés,

sans aucun traitement, dans la rivière Chixoy (ou Rivière Noire), l'une des plus grandes rivières du pays. Les résidus des noix, appelés *raquis*, provoquent des infestations de mouches qui pénètrent dans les habitations. Les mouches sont dans la nourriture, sur les vêtements, elles sont partout ; et par conséquent, elles transmettent des maladies, principalement des maladies gastriques chez les enfants. Il y a tellement de déchets que l'infestation de mouches a atteint la municipalité d'Ixcán.

Dans le cas de la communauté de Sonora, après une enquête menée en 2018 par le ministère de la Santé, le ministère public guatémaltèque a enquêté sur les produits chimiques présents dans la rivière Sonora. Les résultats ont été obtenus début 2021, et la présence de produits chimiques a été confirmée. Tous étaient liés à la culture des palmiers et à la société Palmas del Ixcán. L'affaire a été portée devant les tribunaux. Suite à cela, l'entreprise a déposé une plainte contre les autorités communautaires pour usurpation aggravée et détentions illégales. L'entreprise voulait continuer à travailler sur les terres de la communauté, et la communauté l'a chassée. L'entreprise soutient que la communauté essaie de s'emparer de ses terres, mais elle n'a pas présenté de documents prouvant qu'elle possède ces terres.

Ainsi, il n'y a plus d'eau et plus de matière organique dans les terres. L'eau ne suit plus son processus naturel de montée sous forme de vapeur et de retour sous forme liquide. Toute l'eau est filtrée, et les puits artésiens que les gens utilisent pour leur consommation se tarissent. Les femmes effectuent maintenant jusqu'à deux ou trois heures de marche pour aller chercher de l'eau potable dans d'autres communautés ; certaines traversent même la frontière vers le Mexique. Ce sont des situations très difficiles.

Pendant ce temps, les autorités communautaires sont criminalisées et récupérées. Les entreprises prennent le contrôle des routes communautaires. Elles récupèrent les dirigeants comme elles le peuvent afin d'engendrer des conflits dans la communauté. Et les entreprises sont très bonnes dans le domaine du marketing et pour cacher tout ce que dit la communauté. L'huile de palme est respectueuse de l'environnement, disent-elles toujours, malgré les témoignages des communautés qui affirment le contraire.

L'exploitation de la main d'œuvre offre un exemple des tactiques de marketing. L'entreprise Palmas del Ixcán prétend qu'elle paie très bien ses ouvriers, car le salaire minimum pour le travail agricole, selon la loi guatémaltèque, est d'environ 79-86 quetzals, et l'entreprise paie 98 quetzals par jour (13 USD environ). Mais l'entreprise ne mentionne jamais la charge de travail. Pour le travail de *plateo*, c'est-à-dire le nettoyage autour des plants de palmier, les ouvriers doivent s'occuper de 250 plants par jour. Cela signifie qu'ils gagnent environ 48 cents par plant. C'est le même montant que les Allemands versaient à leurs grands-parents lorsque ces derniers ont été expropriés pour cultiver du café il y a cent ans. S'ils ne terminent pas la tâche, ils ne sont pas payés ; le lendemain, ils doivent terminer le travail précédent ainsi que le travail du jour en cours. De plus, ils n'ont quasiment jamais de contrat et n'ont donc quasiment aucun droit du travail (1).

Les anciens font preuve ici d'une grande sagesse. Ils disent : « Vous ne pouvez pas avoir deux cœurs. Il n'est pas possible d'avoir un cœur avec l'entreprise et un autre avec la communauté. Vous êtes soit avec la communauté, soit avec l'entreprise. C'est simple. Vous ne pouvez pas avoir deux cœurs. »

Certification RSPO

La société Palmas del Ixcán affirme qu'elle est pleinement certifiée. Nous savons que l'entreprise est certifiée RSPO pour le produit, mais nous ne savons pas quand elle a obtenu cette certification. Les

communautés n'ont aucune idée de ce qui se passe à ce niveau, pas plus qu'elles n'ont d'informations sur ce qu'implique cette certification.

Nous avons déposé une plainte auprès de la RSPO ; nous avons également participé à un mécanisme de consultation avec cet organisme, mais il portait sur de nouvelles plantations que l'entreprise envisageait de mettre en œuvre, et non sur la production ou des plantations existantes.

Lorsque nous avons accompagné les communautés dans les consultations avec l'entreprise au sujet des nouvelles plantations, des choses désagréables se sont produites. Le document de consultation mentionnait une première visite déjà effectuée dans les communautés en mai 2019, et il affirmait que six communautés Ixcán dans la zone de plantation avaient déjà accepté les nouvelles plantations. Palmas del Ixcán avait engagé la société IBD Certificaciones, soi-disant pour mener des consultations avec les communautés. Pourtant, lorsque nous en avons parlé avec les communautés, elles nous ont dit qu'elles n'étaient pas au courant. En d'autres termes, ce n'était pas vrai que la société avait rendu visite aux communautés.

À l'époque, nous avons envoyé des notes d'information à la RSPO pour expliquer cette situation. Ensuite, une personne d'IBD nous a contactés pour participer à une réunion. Elle voulait avoir une réunion avec chaque communauté séparément. De notre côté, nous avons consulté les communautés, et il a été décidé que la réunion devrait se faire avec toutes les communautés ensemble, et non pas séparément, car nous ne savions pas quel genre de stratégies de manipulation elles pourraient utiliser. IBD a accepté cela et nous leur avons dit de venir pour que nous puissions expliquer l'ensemble de la situation. Lors de la réunion, la personne a déclaré qu'elle ne savait pas ce qui se passait avec l'entreprise d'huile de palme. Mais lorsqu'elle nous a dit son nom, nous nous sommes rendu compte que c'était la même personne qui avait signé le rapport précédent, le rapport que les communautés considéraient comme faux. Néanmoins, un mémoire contenant tous les procès-verbaux des réunions a été rédigé, indiquant que ce rapport était faux. Cette note a été remise au représentant d'IBD, envoyée à la RSPO et diffusée dans les médias alternatifs.

Néanmoins, la recommandation de la RSPO à l'entreprise a été d'approcher les communautés pour tenter de les convaincre. Il n'y avait pas d'autre moyen d'interpréter sa réponse. En décembre 2019, Palmas del Ixcán a écrit au Mouvement social interculturel des citoyens d'Ixcán nous demandant de rencontrer ses représentants. Nous ne l'avons pas fait, bien sûr. C'est avec les communautés que l'entreprise aurait dû communiquer et avoir une rencontre. Ensuite, il y a eu d'autres propositions de dialogue, que nous avons transmises aux communautés parce qu'elles n'avaient pas été invitées. Elles ont fait savoir qu'elles étaient en désaccord.

Ce fut l'excuse parfaite pour la RSPO pour accorder la certification. Lorsque nous avons par la suite critiqué la RSPO pour avoir certifié Palmas del Ixcán, sa réponse a été que l'entreprise avait pris contact avec les communautés et que celles-ci n'avaient pas voulu dialoguer.

En 2019, nous avons publié la déclaration « La RSPO est une imposture », car nous pensons que le but de la RSPO est de faire des plantations de palmiers à tout prix, et que les contacts avec ces communautés ne visent qu'à poursuivre ces plantations (2).

En réponse, la RSPO nous a de nouveau écrit via son représentant, Francisco Naranjo (le directeur de la RSPO pour l'Amérique latine), pour nous dire que la certification était déjà faite. Francisco Naranjo ne s'est pas rendu dans les communautés. « Il se moque complètement de ce que vivent les communautés, donc les communautés ne vont pas non plus obéir à la certification.

Les communautés ont décidé de ne plus autoriser la plantation de palmiers sur leurs terres. Six communautés étaient en cours de certification pour de nouvelles plantations. Après tout cela, cinq d'entre elles sont désormais informées des impacts, mais pas toutes. Une communauté a autorisé des entreprises à planter des palmiers.

Programme destiné aux petits exploitants : « les producteurs de palme indépendants »

Nous avons été très surpris par l'accord de 2019 entre Palmas del Ixcán, la société américaine Cargill et l'ONG néerlandaise Solidaridad. Nous avons été frappés par le fait qu'à un moment très difficile pour nous, alors que nous examinons ce qui serait présenté à la RSPO en réponse, les grands médias ont présenté cet accord comme une excellente nouvelle.

Le processus des « producteurs de palme indépendants » était déjà en marche. Il n'y a rien d'indépendant là-dedans. C'est Palmas del Ixcán qui fixe les prix et toutes les conditions, et les gens ne peuvent vendre à aucune autre entreprise qu'elle. Les familles sont censées avoir reçu de l'entreprise un soutien sous la forme d'une formation technique sur l'entretien des palmiers et la récolte des noix. Mais il ne faut pas oublier que la sécheresse qui a été causée par les palmiers a également affecté la culture des palmiers. Au cours des deux dernières années, la production de noix de palme a été beaucoup plus faible que les années précédentes. Par conséquent, il y a eu beaucoup de pressions sur les « producteurs de palme indépendants » ; ils doivent produire la même quantité de noix de palme que celle indiquée dans le contrat, quoi qu'il arrive.

Il existe plus de 100 « producteurs de palme indépendants » à Ixcán, et chacun a reçu deux chèvres pour leur faire paître la végétation sous les palmiers. En pratique, ces « producteurs de palme indépendants » sont la base d'appui de l'entreprise. Lorsque des communautés en résistance dénoncent publiquement la RSPO ou d'autres organismes, ce sont les « producteurs de palme indépendants » qui racontent une version des faits différente de celle des communautés.

Bien qu'il y ait beaucoup de réserves au sein des communautés, ce sont les femmes qui n'acceptent vraiment pas le palmier à huile dans le cadre de ce programme. Dans de nombreuses familles, les hommes acceptent d'être des « producteurs de palme indépendants » et ce sont les femmes qui s'y opposent et disent : « Non, pas dans cette famille, notre terre n'est pas faite pour ça. » **Les femmes sont déjà très bien informées et organisées.** Ce sont elles qui ont été à l'avant-garde des communautés qui ont commencé à résister aux plantations de palmiers, les palmiers cultivés aussi bien par l'entreprise que par les « producteurs de palme indépendants ». Elles vivent de près les problèmes de pénurie d'eau et de contamination.

Résistance

Les institutions de l'État guatémaltèque sont fortement critiquées par la population. Indépendamment de la volonté que l'on puisse avoir, et même s'il y avait des enquêtes menées et des plaintes déposées contre les entreprises d'huile de palme, quelle institution de l'État oserait donner suite à une plainte contre ces entreprises ? Au sein du CACIF (Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières), qui regroupe les chefs d'entreprise du Guatemala, les sociétés d'huile de palme milliardaires constituent l'essentiel de la Chambre d'agriculture, qui a beaucoup plus d'influence que toute autre chambre. Cette institution complexe est minée par la corruption. Les communautés désespèrent donc et, dans de nombreux cas, ne portent même pas plainte. La résistance se concentre donc sur les territoires.

À La Sonora, où la plainte pour pollution de l'eau a été déposée, les habitants ont décidé de rejeter la

proposition de développement de l'entreprise d'huile de palme. Ils l'ont fait lors d'une réunion qui a eu lieu en juin 2019, et ils ont coupé tout lien avec tout ce qui concerne l'entreprise. Ils ont souligné que tout ce qu'ils ont construit dans la communauté l'a été avec leurs propres ressources et est le résultat de leur travail. Ils ont consigné cette décision dans un registre communal, et il a été convenu de demander à la société Palmas del Ixcán à se retirer de leurs territoires.

Il y a deux ans, la communauté du Prado a décidé qu'elle ne permettrait plus la culture du palmier sur ses terres. En juillet 2021, lorsque l'entreprise est arrivée, la communauté a arrêté les camions qui transportaient les plants et les a obligés à faire demi-tour et à ne pas planter de palmiers dans cette zone. L'entreprise a déposé un recours d'amparo devant la Cour d'appel afin d'invalider la décision de la communauté.

Les communautés de la municipalité d'Ixcán, comme dans tout le Guatemala, ont le droit de décider ce qui est cultivé et ce qui ne l'est pas sur leurs terres.

*Herbert Sandoval,
Mouvement social interculturel des citoyens d'Ixcán (Movimiento Social Intercultural del Pueblo de Ixcán), Guatemala*

- (1) [Les communautés dénoncent l'exploitation de la main d'œuvre dans une société d'huile de palme, La masa](#), mars 2020
- (2) [Mouvement des communautés pour la défense de l'eau de Q'ana Ch'och' et Mouvement social interculturel des citoyens d'Ixcán](#), octobre 2020